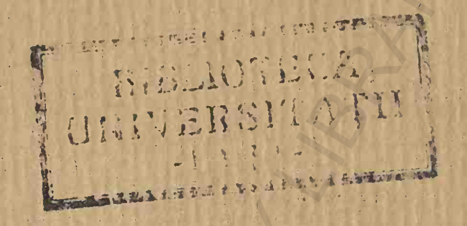


CONSTANTIN LACEA

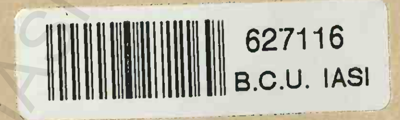


LA BUCOVINE

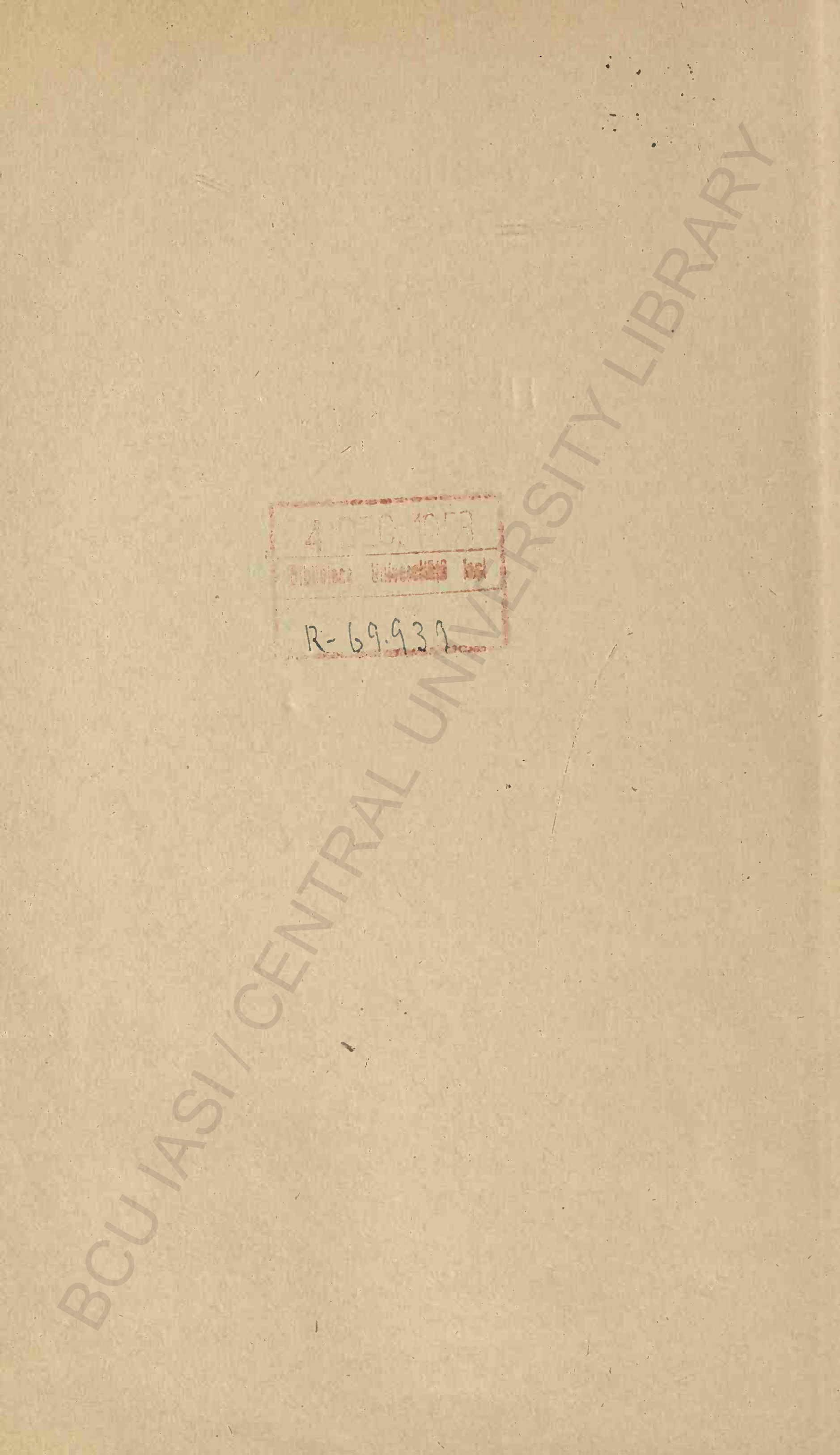
PARIS
1919

CONSTANTIN LACEA

LA BUCOVINE



PARIS
1919



LA BUCOVINE

I

FRONTIERES ET ASPECT PHYSIQUE DU PAYS. POPULATION D'APRES LES DERNIERS RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

La Bucovine, duché héréditaire de l'Empire d'Autriche, touche au Sud-Est à la Moldavie, au Sud-Ouest à la Transylvanie (Comitats de Maramouresh et de Bistritsa), au Nord-Ouest à la Galicie, au Nord à la Russie et au Nord-Est à la Bessarabie. Elle est séparée de la Galicie et de la Russie par la frontière naturelle que forment le Ceremoush et le Dniéster.

La surface de la Bucovine est de 10.441 kilomètres carés. Au Sud-Ouest, elle est montagneuse. Le Nord-Est est une région de collines; entre le Pruth et le Dniéster se trouvent surtout des plateaux. De la surface totale de la Bucovine, environ 4.519 kilomètres carrés sont couverts de forêts de sapins, de hêtres, etc., 1.913 kilomètres carrés de cultures, 1.435 kilomètres carrés de jardins et de prés, 1.430 kilomètres carrés sont en terrains improductifs.

D'après les dernières statistiques officielles faites par les services autrichiens, en 1910, la Bucovine avait 794.929 habitants, dont 273.254 avaient pour langue usuelle le roumain, 305.101 le ruthène, 168.851 l'allemand, 36.210 le polonais, 10.391 le hongrois, 1.005 le tchèque, 80 le slovène, 36 l'italien.

D'après la religion, il y avait en 1910, en Bucovine,

547.603 chrétiens orthodoxes, 341 arméniens orientaux, 3.232 lipovans, 98.565 catholiques romains, 26.182 catholiques grecs, 657 catholiques arméniens, 14 vieux catholiques, 20.503 évangéliques de la Confession d'Augsbourg, 484 évangéliques suisses, 102.919 juifs, 8 ismaélites ou mahométans et 2 de diverses sectes.

La Bucovine est divisée en 11 districts.

Districts	Population totale	Parlant roumain		Parlant russe		Parlant allemand	
Cernautsi (ville)	85.458	13.440	15 %	15.254	17 %	41.360	48 %
Cernautsi...	103.306	29.563	28 %	57.136	55 %	12.924	12 %
Gura-Humorii...	61.242	42.684	69 %	11.287	2 %	13.706	22 %
Câmpulung..	59.364	33.091	55 %	7.553	12 %	17.967	30 %
Cotsmani....	45.107	120	0,26 %	39.432	87 %	4.049	89 %
Radautsi.....	90.635	54.762	60 %	8.533	9 ½	23.822	26 %
Siret..........	65.347	19.199	29 %	26.819	41 %	9.956	15 %
Storojinets..	69.147	33.469	48 %	17.845	25 %	13.819	19 %
Suceava.......	66.408	46.529	70 %	6.327	9 %	11.723	17 %
Vascautsi....	42.252	242	0,57 %	34.670	82 %	5.625	12 %
Vijnitsa......	55.462	90	0,16 %	42.779	77 %	11.359	20 %
Zastavna.....	51.201	65	0,12 %	47.466	92 %	2.541	5 %
Total......	794.929	273.254	35 %	305.101	38 %	168.851	21 %

La population roumaine se trouve en masses plus ou moins compactes dans les 7 districts suivants : Suceava, Gura-Humorii, Radautsi, Câmpulung, Storojinets, Siret et Cernautsi.

Dans ces districts, la population, d'après la langue usuelle, comprend 52 0/0 de Roumains, 22 0/0 de Ruthènes, 21 0/0 d'Allemands. Dans l'ensemble de la Bucovine, d'après la statistique ci-dessus, le nombre des habitants qui parlent le ruthène dépasse de 31.847 le nombre de ceux qui parlent le roumain. Mais cet excédent en faveur des Ruthènes n'a été obtenu que sous la pression de l'administration qui, comme nous le verrons plus loin, a un intérêt particulier à exagérer le nombre des Ruthènes au détriment des Roumains. Le véritable rapport numérique entre Roumains et Ruthènes est tout

différent. En fait, dans les districts à majorité ruthène, il y a des Roumains qui parlent le ruthène en plus du roumain et d'autres qui ne parlent que le ruthène. Dans la statistique ci-dessus, qui a pour base la langue usuelle, tous ces Roumains ont été placés sous la rubrique « Ruthène ». Un recensement impartial fait d'après la nationalité, montrerait sûrement que le nombre des Roumains dépasse celui des Ruthènes.



II

CONSIDERATIONS HISTORIQUES

Rôle important de la Moldavie du Nord

Depuis la fondation de la Moldavie jusqu'à l'annexion de la Bucovine, l'histoire ne connaît, avant 1774, aucun pays ou aucune partie d'un pays portant le nom de Bucovine. La province autrichienne qui porte ce nom a fait, jusqu'en 1774, partie intégrante de la principauté roumaine de Moldavie et elle était désignée, quand il y avait lieu de le faire, simplement sous le nom de « Pays d'en haut » de Moldavie (Haute-Moldavie). Mais ce n'est pas tout. Le rôle historique de la Haute-Moldavie est beaucoup plus important que celui de la Basse-Moldavie, car c'est le Pays d'en haut qui a été la base de la principauté moldave au XIVe siècle et que là a été le centre des mouvements politiques, culturaux et économiques de la Moldavie. En Haute-Moldavie, à Suceava, avait été pendant trois siècles et demi la résidence du Prince et celle du Métropolite. L'époque d'Etienne-le-Grand (1458-1504) marque l'apogée du développement politique, cultural et économique, de cette partie de la Moldavie. A cette époque, le territoire qui est aujourd'hui celui de la Bucovine, était le mieux travaillé et le mieux cultivé de toute la Moldavie. Etienne-le-Grand avait étendu sa domination jusque sur la Pocutsie qu'il conquit en 1502, jusqu'à Halitch. Après lui, Pierre Raresh reprit les hostilités contre la Pologne à cause de la Pocutsie qui, entre temps, était repassée sous la domination polonaise. La dernière tentative, pour reconquérir la Pocutsie, fut faite par le prince Jean-le-Cruel en 1572. D'autre part, il est certain que la domination des princes de Halitch ne s'est jamais étendue sur la Moldavie.

Mais la Haute-Moldavie ne se maintint pas longtemps au degré où elle s'était élevée au temps d'Etienne-le-Grand. Après l'extinction de la dynastie des Moushat, le centre politique de la Moldavie fut transporté plus au centre du pays, à Iassy. Là, à côté du prince, vint s'installer le Métropolite. Vers cette nouvelle résidence princière, commencèrent aussi à se diriger les vieux chemins de commerce qui, auparavant, faisaient la richesse du pays et qui passaient par Cernautsi, Siret, Suceava. En dehors de ces raisons politiques et économiques, l'appauvrissement et la décadence de la Haute-Moldavie sont dus aussi aux guerres qui frappèrent trop fréquemment ses territoires. A la fin du XVIIe siècle, la Haute-Moldavie était devenue le théâtre de luttes incessantes entre Polonais et Turcs. Au cours du siècle suivant, la Haute-Moldavie devenait la base d'opérations des armées turques dans leurs guerres contre les Russes. Mais de tous ces malheurs, aucun n'a eu de suite aussi grave que la guerre russo-turque déchaînée sur la Moldavie en 1768, et qui dura six ans. A la suite de cette guerre terrible et prolongée, la Bucovine subit d'énormes pertes en hommes et en richesses, si bien qu'à l'époque de l'annexion par l'Autriche, elle se trouvait dans un état indescriptible.

Mais malgré tous les fléaux qui se sont abatius sur son territoire, la Bucovine conserve des traces profondes de son histoire politique et culturale, et, de toutes les provinces roumaines, c'est celle où se rencontrent le plus de souvenirs historiques variés et précieux. A Radautsi se trouve le tombeau du premier prince de Moldavie, Bogdan I, fondateur de la principauté moldave indépendante; au monastère de Putna, la terre de Bucovine garde le corps du plus grand prince moldave, Etienne-le-Grand. D'une façon générale, le trésor des souvenirs historiques et des richesses architecturales moldaves se trouve dans cette partie du pays

qui est devenue la Bucovine, jusqu'à l'époque où ce morceau du territoire national fut arraché par la violence.

⁂

L'Annexion de la Bucovine à l'Autriche

Voici comment et dans quelles circonstances s'est accompli cet acte odieux de la diplomatie autrichienne.

En 1772, la Maison d'Autriche prit part au partage de la Pologne et obtint, à cette occasion, la Galicie. Cependant, l'Autriche ne se contenta pas de cette proie, si considérable pourtant, et chercha à s'emparer des départements limitrophes de la Moldavie. En effet, immédiatement après l'annexion de la Galicie, le cabinet de Vienne demanda à la Sublime-Porte, sous la protection et la suzeraineté de laquelle se trouvait alors la principauté de Moldavie, une bande étroite de territoire, afin de pouvoir établir une voie de communication entre la Transylvanie et la Galicie nouvellement acquise. Cette prétention n'était qu'un simple prétexte, destiné à masquer le plan de rapt conçu par la diplomatie autrichienne. Il y avait, en effet, depuis l'antiquité, entre la Galicie et la Transylvanie, une voie de communication directe et bien établie, qui reliait les sources de la Tissa à celles du Pruth, en passant par le « défilé des Tartars ».

Sans même attendre la réponse de la Sublime-Porte, l'impératrice Marie-Thérèse ordonna à son armée de franchir la frontière de la bande de territoire nécessaire pour établir cette voie de communication. En effet, l'armée autrichienne commandée par le général Splény franchit, le 31 août 1774, la frontière de la Moldavie et s'avança, sans trouver de résistance, jusqu'à Cernautsi. A partir du 1er septembre 1774 commence l'administration autrichienne en Bucovine.

La nouvelle de l'occupation militaire des régions de Cernautsi et de Suceava produisit en Moldavie une consternation fort explicable. C'était le premier attentat contre l'intégrité territoriale de la principauté moldave.

Comme la Sublime-Porte, en vertu des anciennes capitulations accordées aux princes de Moldavie, s'était engagée à défendre cette intégrité, les Roumains s'adressèrent à elle. Le prince régnant, Grégoire Ghica, protesta avec énergie et démontra, à Constantinople, toute l'injustice et tout l'odieux de l'acte de violence dont l'Autriche venait de se rendre coupable. Il montra que la région qu'on lui avait arrachée était le berceau même de sa principauté. Pour apaiser l'indignation des Moldaves, le cabinet de Vienne promit formellement aux populations des territoires occupés que l'Autriche respecterait à la lettre tous les droits et privilèges qui leur étaient garantis par les capitulations turques.

A la suite de toutes ces manœuvres, les Turcs finirent par accorder leur consentement et, en 1775, le rapt de la Bucovine fut un fait accompli.

Une commission de délimitation, ayant à sa tête Tahir-Aga fut chargée ensuite de tracer la frontière. A cette occasion, de nouvelles difficultés surgirent. Pour convaincre les Turcs, la diplomatie autrichienne s'était servie de fausses cartes géographiques. Arrivé sur le terrain, il fallait bien reconnaître que le territoire exigé avait une étendue considérablement plus grande que celle que la Sublime-Porte croyait céder. Des négociations furent donc engagées. Pour gagner les délégués turcs, l'Autriche eut recours à la corruption. Kanitz et l'internonce Thugut allèrent si loin cette fois que Marie-Thérèse en éprouva quelque honte. Voici, en effet, ce qu'elle écrivait, le 4 février 1775 : « Nous sommes complètement dans le tort en ce qui concerne ces affaires moldaves... Je confesse ne pas savoir de

quelle manière nous nous en tirerons, mais ce sera bien difficilement avec honneur, et ceci me cause une indicible douleur. » Mais ces scrupules impériaux n'empêchèrent rien, et, le 2 juillet 1776, l'acte de délimitation fut signé à Balamutca, sur le Dniéster, dans les conditions voulues par la diplomatie autrichienne.

C'est dans ces circonstances et par ces moyens que la Moldavie perdit les régions qui portèrent dorénavant le nom de Bucovine.

***

Situation ethnique de la Bucovine depuis l'annexion

Les renseignements statistiques les plus anciens que nous ayons relativement à la population de la Bucovine nous sont fournis par le premier gouverneur militaire du pays, le général Gabriel baron Splény de Mihaldy. D'après la statistique faite par ses ordres, il existait à cette époque, en Bucovine, 226 villages et 52 bourgs, habités par 14.350 familles, soit 71.750 âmes. Le nombre des Ruthènes s'élevait à 15.000 âmes et celui des Roumains à 52.750; le reste était des Arméniens, des Juifs, des Tziganes, etc., qui, d'ailleurs, parlaient roumain. Ces données statistiques expliquent clairement pourquoi le premier gouverneur de la Bucovine, le général Splény, dans tous ses rapports officiels, parle toujours seulement des Moldaves, c'est-à-dire des Roumains, et ne fait même pas mention des Ruthènes qui constituaient un élément sans rôle politique ni cultural, comme égaré dans le pays.

Le major Frédéric de Mieg, qui avait fait le recensement des territoires de Bucovine immédiatement après le passage de la frontière par les troupes impériales, nous dit que la population de la province récemment occupée se composait de « Roumains orthodoxes, quelques Hongrois et Ruthènes, parmi lesquels se trouvait

un grand nombre d'émigrés de Pologne, de Maramuresh et de Transylvanie, et aussi de Tsiganes ». Il est donc évident que, d'après Mieg comme d'après Splény, les Moldaves, renforcés par des Hongrois ou des Transylvains, apparaissent comme le peuple principal et le plus nombreux en Bucovine, et que les Ruthènes ne formaient, en face des Moldaves, qu'une minorité infime.

Cette constatation est renforcée encore par le secrétaire aulique de Jenisch qui, complétant et commentant les affirmations de Splény, nous dit sur la population de la Bucovine au temps de l'occupation : « Les deux nations (ruthène et moldave) appartiennent à la confession orthodoxe. Des sujets de ces deux nations se trouvent dans la nouvelle région impériale de la Moldavie. Le nombre des premiers, c'est-à-dire des Ruthènes, est moins considérable, et ils habitent surtout les régions frontières de la Pologne; il semble qu'ils soient venus antérieurement de Pologne. »

A cette époque, le nombre des Ruthènes étant si peu considérable en comparaison de celui des Roumains, on ne parle pas encore de la question ruthène qui a été si souvent soulevée par la suite en Bucovine. Il est cependant intéressant de savoir comment le peuple ruthène a pénétré jadis dans le pays moldave. L'histoire nous apprend que, entre les Moldaves et les Polonais, il y a eu pendant deux cents ans des luttes et des guerres sanglantes. Au cours de ces luttes, les Roumains sont venus très souvent en contact avec les habitants ruthènes de la Pocutsie. Ceux-ci gémissaient sous le joug pesant des propriétaires polonais, dont ils travaillaient les terres dans les conditions les plus rigoureuses. Par des documents historiques, nous savons que les Ruthènes de la Pocutsie regardaient Etienne-le-Grand comme celui qui les avait sauvés du joug polonais, et ils le suivirent avec joie en Moldavie pour

y être installés comme colons. Sous d'autres princes moldaves ont encore eu lieu des colonisations en masse de Ruthènes en Moldavie ; par contre, sous d'autres princes, ces Ruthènes ont été restitués aux propriétaires polonais. A la fin du XVIe siècle, cette série de fluctuations a été interrompue pour reprendre beaucoup plus tard, d'après le témoignage du général Enzenberg, administrateur militaire de la Bucovine (dans son rapport du 5 septembre 1779), car, dans les années 1766 et 1767, des Ruthènes de Galicie et de Pologne ont émigré en grand nombre dans la Moldavie supérieure. La guerre russo-turque, qui éclata en 1768, favorisa très effectivement ces émigrations. Les Ruthènes fugitifs s'établirent aux limites des villages roumains, augmentant le nombre des anciens habitants de ces villages et les assimilant ultérieurement. Le 30 octobre 1779, Enzenberg rapporte de nouveau qu'une partie des habitants du pays « composée des Polonais et des Ruthènes qui ont passé en Bucovine depuis seulement peu d'années, habitent aux frontières de Moldavie, du district de Hotin et de la Galicie, de manière à pouvoir fuir en Moldavie au cas où ils seraient pris et restitués » à leurs maîtres.

Tel est le début de l'histoire des Ruthènes de Bucovine. Ils se sont établis en Bucovine dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle comme gréco-catholiques. Arrivés en fugitifs dans le pays, ils trouvèrent l'hospitalité comme étrangers dans les villages roumains, et ils sont passés peu à peu à la confession orthodoxe qui avait de très grandes ressemblances avec leur confession uniate.

Si nous revenons maintenant aux chiffres donnés dans les différentes statistiques pour établir le rapport ethnique entre les Roumains et les Ruthènes, nous nous convaincrons de la marche rapide de la ruthénisation des Roumains.

Aujourd'hui, la population entre le Dniéster et le

Pruth parle à peu près seulement le ruthène. Or, dans la description du district de Bucovine faite par l'ingénieur-géomètre Jean Budinszky au début de l'année 1783, nous trouvons ce précieux témoignage authentique que, en 1782, les Roumains formaient encore le quart de la population d'entre le Dniéster et le Pruth, et constituaient à eux seuls la population des autres régions de la Bucovine. Nous trouvons aujourd'hui, dans le district de Cotsmani et dans celui de Zastavna, au milieu de 86.898 habitants qui parlent ruthène, seulement 185 parlant roumain. Mais nous avons encore d'autres témoignages qui montrent clairement qu'au temps de l'occupation, une grande partie de la population d'entre Dniéster et Pruth était roumaine. Ainsi, par exemple, Enzenberg nomme instituteur à l'école de Zastavna, fondée en 1786, un certain Vasile Andreiovici, parce que celui-ci connaissait le roumain et le ruthène, et « était par suite en état de fournir à la jeunesse ruthène d'entre Dniéster et Pruth l'enseignement moldave ».

Nous avons vu que le rapport numérique entre les Roumains et les Ruthènes de Bucovine en 1774 était 52.750 Roumains contre 15.000 Ruthènes. En 1779, ce rapport devint 87.811 contre 21.114. En 1786, nous avons 91.823 Roumains en face de 31.671 Ruthènes, soit 3 contre 1. Un écrivain anonyme de 1801 note que la langue principale du pays est le moldave. Joseph Rohrer montre qu'en 1803 vivaient en Bucovine 189.481 Chrétiens et 3.349 Juifs. Sur les 189.481 Chrétiens, 48.481 étaient Ruthènes, Polonais, Allemands et Saxons, et le reste, soit 150.000, se composait de Roumains ou Moldaves. Cette proportion paraissait à Rohrer d'autant plus probable qu'il témoigne que les districts de Cernautsi et de Siret étaient habités pour la plus grande part par des Roumains. Rohrer nous dit encore que les Roumains formaient la majorité

absolue de la population en Bucovine, aussi bien dans la classe des boyards que pour la population paysanne.

Un écrivain anonyme qui, en 1818, voyageait en Bucovine, constate que la plus grande partie des habitants de la Bucovine est roumaine ; ce n'est que dans la région du Nord de cette province que se trouve un plus grand nombre de Ruthènes que de Roumains.

Il n'est pas question de la langue ruthène comme langue du pays avant 1848 ; c'est seulement à l'école et dans la région entre Dniéster et Pruth qu'elle commença à remplacer le roumain. Toutes les publications se faisaient seulement en roumain et en allemand. Nous ne trouvons aucune mention de fonctionnaire ou d'interprète ruthène. Dans l'état des fonctionnaires du pays établi par Budinszky en 1783, nous trouvons 7 fonctionnaires Roumains et 1 Polonais : aucun Ruthène. Cela prouve que jusqu'en 1848, les Ruthènes n'avaient aucun rôle politique dans le pays, leur nombre étant trop peu considérable et leur situation étant celle de fugitifs arrivés récemment en Bucovine.

D'après la statistique officielle, il y avait en 1848 en Bucovine 209.293 Roumains et 108.907 Ruthènes. On trouvait encore alors en Bucovine 183 villages purement roumains, 35 villages mixtes et 87 villages purement ruthènes. En 1910, on ne trouve que 43 villages purement roumains, 232 villages mixtes et 60 villages purement ruthènes. Ainsi, tandis que, en 1800, le rapport était de 13 contre 1, en 1848, il n'est plus que de 2 contre 1. Trois ans après, en 1851, Czoernig ne trouve plus en Bucovine que 184.718 Roumains en face de 142.682 Ruthènes. En 1860, Mikulicz trouve 202.655 Roumains et 170.983 Ruthènes. Le 31 décembre 1869, Ficker compte 207.000 Roumains et 186.000 Ruthènes.

En 1880 a été fait, pour la première fois, un recensement d'après la langue usuelle de la conversation : le résultat de cette innovation a été que le nombre de

ceux qui parlaient ruthène a été plus grand que le nombre de ceux qui parlaient roumain. Ainsi, la statistique officielle de 1880 montre seulement 190.005 Roumains en face de 239.690 Ruthènes. De 1870 à 1881, le nombre des Roumains en Bucovine diminue de 17.000 âmes au lieu de s'accroître. En même temps, le nombre des Ruthènes s'accroît de 53.000 âmes. Le tableau suivant indique clairement ces modifications des rapports numériques entre Roumains et Ruthènes de 1774 à 1910.

Années	Popul. totale	Roumains	Ruthènes	Allemands, Polonais, Juifs, Magyars, Arméniens, etc.
1774	71.750	52.750	15.000	4.000
1779	116.926	87.811	21.114	8.000
1786	135.494	91.823	31.671	12.000
1800	192.830	150.000	48.481	
1848	377.571	209.293	108.907	59.381
1851	378.536	184.718	142.682	51.136
1861	456.920	202.655	170.983	83.282
1869	511.964	207.000	186.000	118.364
1880	568.453	190.005	239.690	138.758
1890	642.495	208.301	268.367	165.827
1900	730.195	229.018	297.798	203.379
1910	794.924	273.254	305.101	216.474



Etat cultural et économique de la Bucovine en 1775

Lors de l'annexion de la Bucovine, il existait dans le pays deux écoles publiques, une école à Radautsi, et une académie théologique au monastère de Putna ; cette dernière continua à fonctionner un certain temps encore après l'occupation de la Bucovine. Des écoles par-

ticulières existaient à Suceava, Siret, Cernautsi, Câmpulung, et dans quelques monastères.

L'état économique du pays est suffisamment bien décrit dans le rapport du général Spléný, du 27 février 1776. Comme la Moldavie dans son ensemble, la Bucovine était en général une terre agricole, mais le sol en était travaillé d'une façon un peu primitive en raison de l'abondance des terres arables et du peu de densité de la population ; l'agriculture était plus extensive qu'intensive. L'élevage était très répandu. On trouvait dans le pays de nombreux moulins. Spléný nous parle des maisons moldaves recouvertes, dans la montagne, en planches et, dans la plaine, en paille ou en chaume ; il remarque avec force éloges la grande propreté des habitations paysannes moldaves, ainsi que la beauté des produits de l'industrie domestique. Dans les trois villes de Cernautsi, Suceava et Siret existaient de nombreux industriels, ouvriers et commerçants ; Spléný parle du commerce actif du pays, et montre que le miel, la cire, les grains et les peaux non travaillées étaient exportées par la Galicie vers l'Ouest, les bêtes à cornes, les moutons et les chèvres, vers la Mer Noire.



La Bucovine sous les Autrichiens.
L'œuvre de germanisation

Le premier acte de l'administration autrichienne a été de donner au territoire annexé un nom qui marquât bien qu'il était à jamais séparé de la terre de Moldavie. On choisit le nom de Bucovine d'après les forêts de hêtres de Cosmin, près de Cernautsi. Ceci fait, la bureaucratie se mit à l'œuvre. Son plan était simple : dénationaliser la population autochtone et transformer la province en une colonie allemande. Au lieu de doter

la Bucovine d'une organisation qui tînt compte des traditions, du passé et des mœurs de ses habitants, les nouveaux occupants voulurent, tout de suite, en faire une province allemande. Toute l'administration, la justice, l'enseignement, furent organisés sur le modèle allemand.

L'usage de la langue roumaine fut interdit partout. Aux séances du Consistoire, les débats se tenaient en langue allemande. Les anciens fonctionnaires roumains furent remplacés par des fonctionnaires allemands. C'est un fait caractéristique que, depuis l'annexion de la Bucovine à l'Autriche jusqu'à présent, aucun Roumain n'a pu parvenir au poste de gouverneur de la province, bien que, parmi les intellectuels roumains, il y ait eu assez d'éléments capables d'occuper un pareil poste.

Sans que personne s'en aperçût, les normes autrichiennes de droit public et privé furent introduites dans le pays. Dans les dernières années de l'administration militaire, on peut observer une préparation constante pour installer l'administration civile. Aussi fut-elle introduite par le décret impérial du mois d'août 1786 par lequel on décida la suppression du gouvernement militaire de Bucovine et l'incorporation de cette province comme 19e arrondissement administratif de Galicie. En effet, par une décision du 1er février 1787, la Bucovine perdit l'individualité politique dont elle avait joui depuis l'annexion et devint un simple arrondissement de la Galicie, jusqu'en 1849, époque où on la déclara province autonome avec le titre de duché.

Le même système, hostile aux intérêts nationaux roumains, régit aussi l'église de Bucovine, réformée par les Autrichiens selon leurs intérêts. Dans leur tendance à effacer toute trace du passé et à briser tous liens entre la Bucovine et la Moldavie, les Autrichiens changèrent le nom de l'évêché de Radautsi en celui

d'évêché de Bucovine, et obligèrent le vieux titulaire de cet évêché de transporter sa résidence à Cernautsi, nouvelle capitale de la Bucovine autrichienne. En même temps, les Autrichiens forcèrent l'évêque à renoncer à ses liens hiérarchiques avec la métropole de Iassy et à reconnaître la juridiction du métropolite serbe de Carlovitz, avec lequel l'évêque de Radautsi n'avait eu jusqu'alors aucun rapport, et ils décrétèrent la suppression de tous les monastères et de tous les cloîtres du pays. Cette mesure souleva les protestations du clergé. Les supérieurs de quelques monastères s'enfuirent avec les trésors de leurs communautés en Moldavie. Cependant, les Autrichiens ne renoncèrent pas à leurs décisions. Des neuf grands monastères, ils en supprimèrent six et de même tous les petits, ne conservant que les monastères de Putna, Sucevitza et Dragomirna.

Telles furent les mesures qui commencèrent à altérer le caractère roumain de l'église de Bucovine. A l'union de l'église de Bucovine et de Transylvanie, le fameux évêque Hacman, l'homme du Gouvernement autrichien, s'opposa, aussi bien qu'à la réalisation de l'autonomie ecclésiastique de son église, de sorte que les Roumains de Bucovine, contrairement à toutes les prescriptions canoniques, n'ont aujourd'hui encore aucun rôle dans l'élection de leur chef spirituel. En effet, l'évêque de Bucovine est nommé par le Gouvernement autrichien comme n'importe quel fonctionnaire.

Etroitement liée à la question de l'église est la question du « fonds ecclésiastique » de Bucovine. Au moment de l'annexion de l'évêché de Radautsi, les nombreux monastères du pays possédaient de vastes domaines qu'ils avaient reçus des princes et des boyards roumains. Ces terres représentaient plus de la moitié de la superficie totale de la Bucovine. Le Gouvernement autrichien trouva, dans les richesses de cette église une abondante source de revenus pour ses besoins particu-

liers ; aussi, décida-t-il la sécularisation de tous ces biens ecclésiastiques, et confia-t-il leur administration aux agents de l'Etat. Ces fortunes épiscopales et conventuelles formèrent un fonds qui fut nommé « fonds ecclésiastique gréco-oriental de Bucovine », qui donne un revenu annuel de 8 millions de francs. Toutes les fois que le Gouvernement a besoin d'argent, il s'adresse à la caisse du fonds ecclésiastique. Et quand la guerre mondiale éclata, l'Etat autrichien procéda plus radicalement encore. Il confisqua purement et simplement, sous forme d'emprunt de guerre, toutes les espèces disponibles du fonds ecclésiastique, soit 60 millions de couronnes. En outre, le Gouvernement autrichien ne s'est pas gêné pour partager les meilleurs domaines de ce fonds entre les colons allemands qu'il avait fait venir en Bucovine, de tous les points de l'Autriche. Aussi, après 143 ans de domination autrichienne, le nombre des Allemands a atteint le chiffre de 65.953 âmes (1910), alors qu'en 1775 il n'y en avait pas un seul.

***

Les réformes scolaires que le Gouvernement autrichien a introduites en Bucovine ont été tout aussi défavorables aux Roumains. Les écoles roumaines furent fermées et remplacées par des écoles allemandes entretenues toutefois par les revenus des fonds confessionnels roumains. En 1815, toutes les écoles de Bucovine furent déclarées écoles confessionnelles catholiques-roumaines de Lemberg. A la suite de cette mesure, pour qu'un maître d'école orthodoxe pût être nommé dans une école de Bucovine, il devait abjurer la religion de ses ancêtres. Puis, la loi de 1869 fit passer tout l'enseignement primaire de Bucovine sous l'administration de l'Etat. Les écoles devinrent des institutions d'Etat.

Ce n'est qu'en 1905, après de nombreuses insistances et non sans luttes, que le Gouvernement autrichien consentit à accorder aux Roumains de Bucovine leurs propres écoles primaires. Cette réforme plaça pour la première fois, en Bucovine, l'enseignement sur une base équitable et nationale.

Mais la tendance de germanisation par l'école atteignit son apogée par la création d'une Université proprement allemande dans un pays roumain tel que la Bucovine.

Toutes ces réformes scolaires confirment la vérité que l'école en Autriche, et spécialement en Bucovine, n'était pas une institution d'éducation, mais qu'elle a toujours été un moyen de plus pour dénationaliser les habitants autochtones de cette région.

Mais où l'on peut le mieux voir la tendance constante de l'administration autrichienne à dénationaliser et à détruire la population roumaine de Bucovine, c'est en examinant le régime économique auquel elle a été soumise. Les conditions économiques de la Bucovine subirent, dès le début de l'annexion, des transformations profondes. D'abord, les domaines des émigrés ainsi que ceux du fonds ecclésiastique tombèrent entre les mains des fermiers étrangers qui ne se firent aucun scrupule de pressurer sans pitié les paysans roumains. En vertu des décrets princiers de 1649 et de 1766, ceux-ci n'étaient tenus de fournir que 12 journées de corvée par an. Les nouveaux fermiers demandèrent au Gouvernement d'abroger ces dispositions et d'introduire en Bucovine le même régime qu'en Galicie, où les paysans étaient redevables de 100 à 150 journées de corvée par an. Le Gouvernement approuva leurs demandes. Les paysans roumains protestèrent contre la violation de leurs anciens droits ; mais les fermiers, forts du concours de l'administration, prirent sans retard des mesures contre ceux qui osèrent élever la voix. Enfin, la

révolution de 1848 réveilla les paysans roumains pour une vie nouvelle. Ils demandèrent, par la voix de leurs députés, l'abolition de la corvée.

Avant l'annexion, nous rencontrons dans les villages et les bourgs de Bucovine de nombreux artisans et négociants roumains. Immédiatement après l'annexion, les villes et les bourgs de Bucovine furent envahis par les Allemands et les Juifs, qui accaparèrent tous les métiers et monopolisèrent tout le commerce, ruinant par leur concurrence, l'une après l'autre, toutes les corporations d'artisans et de commerçants roumains. De même, tous les établissements industriels de Bucovine sont entre les mains des étrangers, qui ont eu à leur disposition, et l'appui de l'appareil administratif, et des facilités exceptionnelles de crédit.

Par suite de cet état de choses, la classe moyenne qui devait être le trait d'union entre les paysans et les intellectuels roumains, a presque complètement disparu. De sorte qu'aujourd'hui, nous n'avons plus, en Bucovine, que, d'un côté, une classe de paysans exploités par les usuriers, des fermiers ruinés économiquement et contraints de prendre le plus souvent le chemin de l'exil, et, de l'autre, un nombre restreint d'intellectuels et quelques nobles sans fortune. Voilà le spectacle que nous offre, après un siècle d'administration autrichienne, par suite des persécutions et des tentatives de dénationalisation, la population roumaine jadis si forte et si prospère de la Bucovine.

***

Aide et faveurs données à l'élément ruthène contre l'élément roumain

L'œuvre de destruction de l'élément roumain autochtone par le Gouvernement autrichien a été accomplie à l'avantage des Ruthènes. La soumission du dio-

cèse de Bucovine au métropolite serbe de Carlovitz, par le décret impérial de 1783, a largement ouvert les portes au slavisme dans l'église roumaine de Bucovine. C'est par cette voie que s'est produite facilement la ruthénisation de l'éparchie de Bucovine. L'influence du slavisme s'est ressentie tout d'un coup dans tout le pays; elle s'est affirmée, en particulier, sous le pastorat de l'évêque serbe Daniel Vlahovici, amené dans le pays par le Gouvernement, par la serbisation des noms de famille, par l'introduction de la langue ruthène dans le service divin et par la désignation de prêtres et de diacres ruthènes. Sous le pastorat de Daniel, le Gouvernement s'ingéra de plus en plus dans les affaires ecclésiastiques, et les Ruthènes conquirent jour par jour plus de terrain au sein de l'église roumaine. Sous Daniel, la confession orthodoxe s'est développée de plus en plus au détriment de la nationalité roumaine. Grâce aux protections d'en haut, le ruthénisme s'étendait et se fortifiait sans cesse. Il résulte des constatations de Czoernig que, immédiatement après 1848, le nombre des Roumains diminue tandis que celui des Ruthènes augmente. L'assimilation de l'élément roumain par les Ruthènes se suit pas à pas, de commune à commune; constamment on voit croître le nombre des Ruthènes répartis dans le pays comme travailleurs agricoles, ouvriers forestiers, etc. ; et dès qu'ils s'étaient installés solidement quelque part, l'administration prenait soin d'ouvrir pour eux des écoles, dites pour la minorité ruthène. Peu à peu, les Ruthènes se mêlaient aux Roumains, et leur imposaient leur langue, si bien qu'après deux ou trois dizaines d'années, de nombreux villages purement roumains arrivaient à devenir des villages mixtes, puis des villages ruthènes.

***

Les Roumains de Bucovine et la guerre mondiale

Quand la guerre éclata, l'Autriche n'usa pas équitablement de son droit d'appeler ses sujets sous les drapeaux. Déjà, à la mobilisation générale, elle leva à peu près 10 pour 100 de l'ensemble de la population roumaine : 8.000 hommes dans le district roumain de Radautsi, 7.500 dans celui de Suceava. Le nombre des Roumains de Bucovine appelés sous les armes dans l'été de 1914 dépassait de beaucoup 30.000. Il n'en était pas de même pour les étrangers qui étaient exemptés autant que possible, et à qui l'on trouvait facilement quelque imperfection physique qui les faisait déclarer inaptes ou bons seulement pour le service à l'intérieur.

En dehors du recrutement, une partie de la jeunesse roumaine a été obligée d'entrer dans l'armée à titre de volontaires ; une autre partie a dû s'inscrire dans la Légion de Bucovine. Enfin, une autre mesure a été prise à la suite de prétendues nécessités de guerre, mais en réalité pour achever l'œuvre de destruction de l'élément autochtone en Bucovine : l'évacuation et la déportation des femmes, enfants et vieillards, qui, sous prétexte de manque de main-d'œuvre dans les campagnes hongroises, ont été emmenés dans les Carpathes où ils ont été employés à la construction de fortifications contre la Roumanie dont l'Autriche-Hongrie craignait l'entrée dans la guerre. Même, une partie des femmes et des jeunes filles ont été amenées jusque dans le voisinage du front pour s'occuper de la mise en état du linge des soldats, etc.

Des levées supplémentaires de troupes toujours aussi illégales que les premières, ont accru sans cesse le nombre des Roumains arrachés à leurs foyers, pour être envoyés au combat dans les premiers rangs. Ces malheureux étaient traités du reste de la façon la plus inhumaine ; les officiers, en particulier les médecins, étran-

gers à cette population et parlant une langue que les Roumains ne comprenaient pas, ne se faisaient pas scrupule de les maltraiter. Les Roumains restés dans leurs foyers, et en particulier les intellectuels, ont été l'objet d'une véritable persécution, sous prétexte de trahison et d'intelligences avec l'ennemi. Contre ces trahisons, la pendaison était une mesure préventive. Un mois ne s'était pas écoulé depuis la mobilisation que l'on ne trouvait plus en Bucovine une ville ou un village roumain où ne s'élevât pas une potence. Le 13 septembre 1914, l'ordre fut donné d'exécuter même ceux qui seraient seulement suspects de trahison ou de quelque attitude hostile à l'égard de l'Etat. On peut penser que les suspects ne manquèrent pas et, surtout après le retrait des troupes russes, les exécutions furent très nombreuses.

Les persécutions sont devenues plus nombreuses et plus cruelles à la suite de l'entrée en guerre de la Roumanie. Officiers, médecins, fonctionnaires, ne laissaient pas échapper un motif, et ils en inventaient facilement, pour manifester leur haine contre ce qui était roumain. Les souffrances de la population ont été terribles. L'armée autrichienne et les armées étrangères ont ravagé le pays ; des villages entiers ne sont que des monceaux de ruines.

Tout cela n'était pas fait cependant pour ruiner chez les Roumains de Bucovine le sentiment national. Chaque fois qu'ils l'ont pu, ils sont passés du côté des armées alliées, et après l'entrée en guerre de la Roumanie, ils ont franchi en masse la frontière pour s'enrôler dans l'armée roumaine. De même, ceux qui avaient été faits prisonniers par les Russes se sont hâtés de rejoindre le drapeau roumain pour combattre sous ses plis, et travailler à la réalisation de leurs aspirations d'unité nationale.

III

QUESTIONS POLITIQUES

Ruine de l'Empire autrichien

La guerre a apporté la preuve que, de tous les Etats polyglottes de l'Europe, l'Autriche était le premier qui devait disparaître devant le principe des nationalités. Cette ruine, retardée par la politique astucieuse de l'Autriche, est due particulièrement à deux faits : d'abord, en Autriche-Hongrie, les nations maîtresses (Allemands et Hongrois) n'étaient pas en majorité par rapport à l'ensemble des nationalités soumises ; elles n'étaient pas davantage supérieures au point de vue ethnique ; d'autre part, l'Autriche-Hongrie était entourée à peu près de tous côtés d'Etats nationaux qui avaient à exercer contre la monarchie des Habsbourg des revendications nationales. Dans ces conditions, même l'autonomie — si l'Autriche-Hongrie l'avait accordée aux nationalités soumises — n'aurait pas été une solution valable, et surtout elle n'aurait pas été une solution loyalement respectée par l'Autriche. La seule solution possible, en particulier la seule solution possible pour les Roumains de Bucovine, était la réunion avec leurs frères du Royaume.



La question ruthène

Les Ruthènes, descendants des exilés qui fuyaient les exactions des propriétaires polonais, établis comme étrangers dans les villages moldaves, recueillis par l'église roumaine trop hospitalière, appelés à participer à tous les avantages des fondations des princes et des

seigneurs roumains, veulent, en se fondant sur leur nombre, se faire attribuer une importance politique, et disputer à l'élément roumain autochtone ses droits sur la Bucovine.

Au début, les Ruthènes étaient reconnaissants aux Roumains qui avaient mis à leur disposition leurs églises et leurs fonds confessionnels ; en échange, ils reconnurent le caractère roumain de cette église, ils se servirent du roumain comme langue du culte, et obéirent aux directions des chefs roumains du diocèse. Ainsi, prenant racine dans l'église qui les avait adoptés, ils s'en sont fait une forteresse dans laquelle ils se sont établis solidement comme éléments nationaux.

Depuis 1848, le Gouvernement autrichien, obéissant au principe « Divide et impera », chercha sans cesse à troubler les bons rapports entre les Roumains et les Ruthènes. L'établissement de la propriété paysanne et la promulgation de la Constitution de 1848 apportaient aux Ruthènes de Bucovine de grands avantages ; de malheureux exilés, ils devinrent propriétaires libres des territoires qu'ils occupaient en Bucovine. Mais les Ruthènes ne se contentèrent pas de ce succès inattendu ; ils se sont efforcés toujours de devenir un facteur politique dans la nouvelle patrie qui leur avait donné une si large hospitalité ; sûrs de la sollicitude du Gouvernement autrichien, ils visaient à avoir un rôle dirigeant dans la politique du pays, et leurs aspirations devinrent ainsi de jour en jour plus audacieuses.

Le conflit entre les Roumains et les Ruthènes a commencé à la suite des prétentions de ceux-ci à occuper des charges ecclésiastiques et des postes dans l'administration du diocèse et du fonds ecclésiastique ; ce n'est que peu à peu que ce conflit est devenu un conflit de nationalités. Cette nouvelle orientation de la politique de la Bucovine s'est manifestée pour la première fois à l'occasion des élections parlementaires de 1848, qui aboutirent

à l'élection de plusieurs paysans ruthènes. C'est alors que naquit l'idée de joindre la partie ruthène de la Bucovine à la Galicie ruthène, pour former ainsi une province nationale des Ruthènes. Contre ce plan, les principaux Roumains de Bucovine s'élevèrent comme un seul homme et ils réussirent à en empêcher la réalisation. La guerre des nationalités entre les Roumains et les Ruthènes était déclarée; la génération de 1848 connaissait le danger de la ruthénisation.

Jusqu'à 1881, dans le Consistoire de Cernautsi, il n'y avait qu'un seul Ruthène, et tous les professeurs de la Faculté de Théologie étaient roumains. En 1891, les Ruthènes réunirent en une brochure de propagande, écrite en allemand, toutes leurs doléances et leurs prétentions sur le terrain ecclésiastique. Elles consistaient dans le remplacement du roumain par le ruthène, et dans l'admission des Ruthènes à la direction de l'archidiocèse roumain, ce qui revenait à transformer le caractère de l'église de Bucovine et à en faire une institution roumaino-ruthène au lieu de roumaine qu'elle était. Aussi dès que quelque poste devenait vacant, les Ruthènes élevaient leurs prétentions. C'est ainsi que malgré les protestations de tout le clergé roumain, l'Empereur nomma en 1889 deux prêtres ruthènes pour deux postes vacants d'assesseurs du Consistoire, et dans la même année, deux professeurs ruthènes à la Faculté de Théologie de Cernautsi dont l'un n'était absolument pas qualifié pour ce poste. En 1905, sur les quatre postes de conseillers du Consistoire, trois étaient déjà entre les mains des Ruthènes. La conséquence fut la consolidation des Ruthènes dans l'église, et la possibilité pour eux d'un grand développement dans l'avenir.

Les Ruthènes convoquèrent un grand meeting à Cotsmani. et votèrent une motion dans laquelle ils demandaient pour eux la création d'un nouveau diocèse ruthène. Une députation se présenta même à l'Empereur

pour lui demander son appui pour la création d'un nouveau diocèse en Bucovine aux frais du fonds ecclésiastique roumain; mais, comme leur désir tardait à se réaliser, les Ruthènes se sont ravisés, et, depuis 1907, ils ne veulent plus entendre parler de la création d'un évêché ruthène à Cotsmani, et réclament l'entière direction de l'archidiocèse de Bucovine, en essayant de faire comprendre aux Roumains que c'est à eux de renoncer de bonne volonté à leurs droits héréditaires sur l'église de Bucovine et à se contenter d'un évêque suffragant résidant à Radautsi ou à Suceava qui serait soumis au métropolite ruthène de Cernautsi. Les Roumains voyant le danger qui les menaçait, convoquèrent, le 4 juillet 1911, à Cernautsi, un grand meeting national, dans lequel ils réclamèrent le retrait des Ruthènes de l'archidiocèse roumain, et la création pour les Ruthènes d'un évêché particulier à Cotsmani. Mais les Ruthènes ne se contentaient pas de cet évêché national, et voulaient conquérir l'archidiocèse entier. Leur effort avait de grandes chances de succès, car leur influence politique à Vienne était très grande. Pour le combattre, une imposante assemblée nationale roumaine se réunit le 12 mars 1912 ; il y vint des milliers de représentants du pays entier. L'assemblée vota une motion à l'Empereur, dans laquelle elle demandait protection pour le diocèse roumain contre les attaques des Ruthènes, et réclamait de nouveau la création d'une éparchie ruthène, distincte, ayant son siège à Cotsmani.

La guerre de 1914 a empêché la solution de cette question. Il est plus que probable que ce conflit se serait terminé au désavantage des Roumains, comme leur lutte de 44 années pour obtenir l'autonomie ecclésiastique de la Bucovine.

Le péril qui menaçait l'élément autochtone de la Bucovine devenait de plus en plus grand à mesure que la lutte menée par les Ruthènes prenait de jour en jour un

caractère nationaliste plus prononcé. Pour les Ruthènes, la question confessionnelle n'était qu'un paravent derrière lequel se cachait leur effort nationaliste. C'est pour cela que les Roumains de Bucovine guidés par leur instinct de conservation nationale sont arrivés à la conviction qu'ils n'ont plus rien à attendre de l'Autriche, que leur salut est dans l'union avec les Roumains du Royaume, dans le retour à la mère patrie roumaine, dont ils ont fait partie intégrante, et dont ils ont été arrachés par un de ces crimes contre les peuples dont l'histoire des Puissances Centrales nous offre tant d'exemples révoltants.

IV

CONCLUSIONS

Il est juste qu'à la suite de la ruine de l'Empire autrichien, la Bucovine soit rendue à sa mère patrie,

1) parce que, jusqu'en avril 1776, elle a fait partie intégrante de la Moldavie,

2) parce qu'elle garde le patrimoine historique et cultural de la Moldavie,

3) parce que la moitié de son territoire est la possession du fonds ecclésiastique créé par les donations faites par les princes et les boyards roumains,

4) parce que la Bucovine a gardé, malgré le grand nombre des éléments étrangers, son antique caractère roumain,

5) parce que cela est nécessaire pour sauver de la dénationalisation l'élément autochtone roumain,

6) parce que la majorité de la population demande l'union avec le royaume de Roumanie.

ANNEXE

Le réveil national en Bucovine

En 1875, les représentants des autorités autrichiennes se rassemblaient à Cernautsi, capitale de la Bucovine, pour y fêter le centième anniversaire de l'annexion de cette province, par l'inauguration d'une université allemande couronnant ainsi l'œuvre de civilisation allemande que l'Autriche-Hongrie avait su répandre par ses « Kulturtraeger » dans ce « coin sauvage de terre Moldave ».

La langue roumaine avait été complètement bannie de la vie publique et remplacée par la langue allemande. Dans les églises et dans les écoles primaires de campagne on tolérait encore l'emploi de l'idiome national ; seuls, parmi tous les fonctionnaires, les prêtres et les instituteurs pouvaient employer encore la langue roumaine, les uns afin d'être compris par les enfants des villages, les autres pour se faire comprendre des fidèles de leurs paroisses. Pourtant dans leur échange de correspondance avec les autorités, ils devaient, eux aussi, se servir de la langue allemande.

Mais, à cette époque, il se trouvait encore en Bucovine quelques boyards roumains altiers et conscients de la tradition de leur pays, qui ne voulaient pas s'abaisser devant le Gouvernement autrichien, malgré les avantages qu'ils auraient pu tirer des humiliations consenties.

Les boyards, au lieu de prendre part à la fête de l'inauguration à Cernautsi, préférèrent se rendre à Iassy, pour prendre part aux cérémonies de deuil national organi-

sées en signe de protestation contre le crime commis par la monarchie des Habsbourg.

En effet, l'on inaugurait alors à Iassy la statue du prince moldave Grégoire Ghica, décapité en 1777 par les Turcs, sous l'influence autrichienne, pour avoir protesté avec les boyards du Divan auprès de la Sublime-Porte contre la mutilation de la Moldavie.

L'abstention des boyards à la manifestation du Centenaire exaspéra le Gouvernement autrichien qui se croyait déjà maître de la situation en Bucovine. A quoi lui avaient servi les colons allemands disséminés le long de la frontière de cette nouvelle province, à quoi lui avaient servi toutes les institutions organisées sur le modèle allemand, si ces mesures n'avaient pas même contribué à lui gagner la confiance des sujets de Bucovine?

La dénationalisation n'avait que trop lentement progressé grâce à différentes circonstances, parmi lesquelles surtout l'instinct de conservation de la race roumaine qui habitait presque exclusivement ce pays lors de son annexion. Les 60 ans pendant lesquels les écoles roumaines de Bucovine se trouvaient sous la surveillance du Consistoire de Lemberg n'avaient point suffi pour effacer le caractère roumain de cette province.

Le Gouvernement autrichien comprit l'impossibilité de dénationaliser les Roumains par la seule aide des colons et des fonctionnaires allemands et, voulant à tout prix que la Bucovine cessât d'être un pays roumain, eut recours aux Ruthènes de Galicie. Les méthodes de dénationalisation, que les autorités autrichiennes avaient favorisées au hasard et sans système pendant les cent ans écoulés, seront maintenant mises en pratique sur une grande échelle et avec un système bien établi.

De nombreux fonctionnaires ruthènes sont appelés en Bucovine, des émissaires gréco-catholiques, des professeurs et des instituteurs sont envoyés dans les villes et dans les différents villages de Bucovine, pour y faire de

la propagande ruthène et étouffer le sentiment national roumain.

Le résultat de cette propagande et des moyens de persécution employés, fut la suppression de nombreuses écoles roumaines, remplacées par des écoles ruthènes, et la création d'écoles secondaires ruthènes dans les villes de : Cernautsi, Cotsmani et Vijnitsa. Les écoles nouvellement créées eurent pour résultat d'amener en Bucovine une foule d'écoliers ruthènes venant de la Galicie, lesquels, leurs études finies, n'étaient point enclins à retourner dans leur pays, mais cherchaient tous à s'installer en Bucovine.

C'est à juste raison qu'un Russe avait pu dire : « Nous dépensons des millions par an pour soutenir l'élément malo-russe en Galicie, mais, en Bucovine, l'Autriche prépare tout pour nous, sans que nous ayons besoin de dépenser un seul kopeck. »

Afin que la propagande, les écoles, et les fonctionnaires ruthènes pussent être protégés avec une apparence de justice, on commença à fausser la statistique de la population du pays. Les statistiques officielles, intentionnellement faussées par l'administration autrichienne, augmentaient le chiffre de la population ruthène de Bucovine, en englobant parmi les Ruthènes, lors des recensements, des milliers de Roumains qui, outre leur langue, parlaient aussi le ruthène. Mais, même ceux qui avaient oublié la langue roumaine et ne parlaient que ruthène, avaient conservé leurs coutumes roumaines et ne voulaient point être appelés Ruthènes.

Si l'on demandait à un individu de la population autochtone d'un village quelconque au Nord de la Bucovine, de quelle nationalité il était, il répondait : « Je suis Roumain ». A l'objection que, parlant peu ou même point le roumain, il ne peut être considéré comme roumain, il affirmait : « Si, je suis de foi roumaine, je fréquente l'église roumaine, mes grands-parents et mes pa-

rents ont parlé roumain, et ce n'est pas de ma faute si j'ai oublié la langue roumaine. Nous autres ne sommes point comme les intrus de Galicie, nous n'avons rien de commun avec eux, et nous voudrions que nos enfants pussent au moins apprendre la langue roumaine, mais le Gouvernement ne veut pas nous permettre d'avoir une école roumaine dans le village. »

En effet, si certaines familles de ces régions pouvaient envoyer leurs enfants fréquenter les écoles roumaines de Cernautsi, la grande majorité ne pouvait le faire, faute de moyens et se voyait obligée d'envoyer les enfants dans les écoles ruthènes, ce qu'elle ne faisait qu'avec répugnance et forcée par la loi.

Un vénérable septuagénaire d'Ivancautsi, village du district de Cotsmani dit en pleurant à son fils qui affirmait être Ruthène : « Mon fils, j'aurais préféré te conduire au tombeau quand tu étais jeune encore que de t'entendre parler de la sorte et profaner la mémoire de nos ancêtres. » N'est-ce pas une preuve éclatante de la vive tradition nationale qui s'est conservée parmi la population indigène que ces paroles d'un homme illettré?

Après avoir esquissé l'injuste traitement infligé à la population indigène par la création des écoles ruthènes, il nous reste à montrer que cette méthode du gouvernement autrichien ne manqua pas de provoquer une réaction de la part de l'élément roumain.

Voici donc le moment arrivé pour les Roumains ruthénisés d'essayer leur émancipation sur le terrain de leur développement intellectuel. Ils avaient vu pendant un demi-siècle leurs écoles transformées sur l'ordre des autorités scolaires en écoles ruthènes et ils avaient en vain protesté contre cet empiètement sur leurs droits.

Il y a une vingtaine d'années qu'une ordonnance avait été édictée en Bucovine d'après laquelle on enlevait aux parents le droit de décider de la nationalité de leurs enfants. C'était le maître d'école qui devait en décider et

c'était toujours en défaveur de la population roumaine qu'il décidait.

A Mihaltche, une école publique roumaine avait été fondée en 1892; le gouvernement autrichien, après en avoir supprimé l'acte de fondation, la transforma, en 1900, en école ruthène. Toutes les protestations de la part des parents restèrent inutiles. Ce ne fut qu'après une lutte acharnée de 14 ans, que les parents avaient menée sans cesse pour la défense de leurs droits qu'ils purent obtenir la création d'une école privée roumaine. En 1914, cette école était fréquentée par plus de 400 écoliers, tandis que l'école ruthène publique, soutenue par l'Etat, n'en comptait qu'une trentaine.

Au mois d'août 1911, des sociétés scolaires et des sociétés pour le développement de la culture intellectuelle roumaine se réunirent dans une assemblée pour délibérer sur la fondation d'écoles roumaines privées dans les villages où la population le réclamait avec le plus d'insistance. C'était là l'unique moyen d'échapper à une ruthénisation inévitable qui était propagée par le gouvernement par tous les moyens.

Une douzaine à peine de ces écoles avaient été ouvertes que la population des régions entières accourait et réclamait la fondation de nouvelles écoles roumaines.

Mais on ne pouvait pas satisfaire à la fois tous les besoins de la population sur le terrain scolaire à cause du manque des sommes considérables nécessitées par une telle entreprise.

Les demandes se répétant sans cesse, on avait dû recourir a la création d'un fonds scolaire.

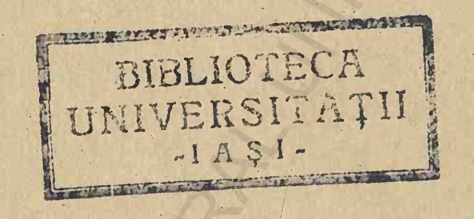
Quelques semaines après la publication du premier appel à la souscription pour le fonds scolaire, on put enregistrer un résultat que les optimistes eux-mêmes n'avaient pas osé espérer. Plus de 300.000 couronnes avaient été souscrites, somme qui assurait le fonctionnement des écoles privées pendant quelques années. En

outre, la population rurale s'engagea d'elle-même à fournir gratuitement le combustible nécessaire.

Dès que les écoles roumaines furent ouvertes, il y eut une grande affluence aux écoles privées et les écoles publiques ruthènes se dépeuplèrent comme par miracle.

Telle était l'activité enthousiaste des Roumains de Bucovine lorsqu'éclata la guerre mondiale qui devait être le signal de délivrance de tant de pays et de nations subjugués.

A. V.



Imp. Dubois et Bauer, 34, rue Laffitte, Paris.